

# En Belgique, la bataille sans merci entre le «Macron boy» et «le vieux monde»

## LE RÉSUMÉ

**Les Français de Belgique votent ce dimanche, une semaine avant ceux de l'Hexagone, pour le premier tour des législatives.**

Le bouleversement du jeu politique provoqué par l'arrivée d'un nouveau parti politique, La République En Marche, donné très largement favori, a suscité une campagne particulièrement tendue.

### FRÉDÉRIC ROHART

La bataille fait rage et elle est dure. Après le choc de la présidentielle, la petite scène politique française du Benelux est en ébullition. L'élu sortant, Philip Cordery, peut-il passer au second tour malgré son étiquette socialiste? La candidate de la droite peut-elle gagner une manche malgré son engagement politique local à Paris? Le candidat du nouveau président peut-il gagner dès le premier tour malgré son manque d'expérience? Les jeux ne sont pas faits, alors que les Français du Benelux sont appelés à voter pour le premier tour des élections législatives ce dimanche - une semaine avant leurs

compatriotes de métropole.

Dix-huit candidats se disputent le siège de député de l'Assemblée nationale pour la circonscription du Benelux. Si aucun n'obtient plus de 50% des voix, les deux premiers se retrouveront le 14 juin pour la finale. Qui seront-ils? Dans une «consultation» en ligne, l'Union des Français du Benelux - une organisation que

certain accusent de partialité - crédite le candidat de «En Marche», Pièyre-Alexandre Anglade, d'une majorité absolue au premier tour. Loin devant la candidate France insoumise, Sophie Rauszer, et la candidate Les Républicains, Valérie Bros. Des résultats «ahurissants» que les Français ont reçu dans leur boîte mail et qui faussent les perceptions, soufflait-on cette semaine dans l'entourage de l'élu sortant Philip Cordery. Une ventilation qui ne reflète en tout cas pas les résultats du premier tour de la présidentielle au Benelux: Macron (EM) était arrivé en tête (39%), devant Fillon (LR, 24%) et Mélenchon (FI, 18%). Hamon (PS) récoltait 9% des voix, devant Le Pen (FN, 7%).

### Une campagne délétère

Le candidat de La République En Marche part en tout état de cause

largement favori dans le Benelux. Pour les représentants des partis de gouvernement traditionnels, c'est donc l'homme à abattre. Valérie Bros, arrivée tout droit de la mairie

du XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour mener la bataille, a centré sa campagne sur le jeune âge de son adversaire, à qui elle reproche un «manque d'expérience». Et tente de convaincre les électeurs de «la droite et du centre» qu'il est utile de voter LR pour pousser le navire Macron dans le «bon» sens.

De l'autre côté du spectre, le socialiste Cordery y va plus franchement encore. L'homme qui a opportunément suivi Macron quand le vent tournait pour Benoît Hamon, se présente aujourd'hui comme candidat de la «majorité présidentielle». L'étiquette affichée par le député sortant - et d'autres petits candidats - n'est pas passée inaperçue auprès du candidat En Marche... Mais où est le problème si on se retrouve dans un projet qui veut ouvrir le champ de la politique?, demandait-on dans le camp socialiste.

Chez En Marche, on hausse les sourcils face à ce que l'on dépeint comme un vieux monde politique en perdition qui s'accroche. Il n'y a au fond en France, considère-t-on,

que deux offres: celle de la France insoumise et celle d'En Marche...

La campagne n'aura pas été exempte de coups très bas. Comme cette «lettre ouverte au candidat En Marche» envoyée aux électeurs français par un responsable Les Républicains en Belgique pour lui demander de changer de suppléante: on reprochait à celle-ci d'être mariée à un homme condamné dans un scandale politico-financier. L'affaire remonte aux années '80, quand la suppléante était encore au lycée... «Je déteste ce genre de petite pratique minable, où du coup le fond passe au second plan, réagit la candidate de la France insoumise Sophie Rauszer, seule qui nous en ait parlé ouvertement. Cela dit, c'est assez périphérique: quand il s'agit de voter des lois en matière économique, les Républicains et En Marche se retrouveront...» En Marche se refusait à tout commentaire officiel sur l'épisode, tandis qu'à droite, on évoquait du bout des lèvres une communication malheureuse dont la candidate n'avait pas été informée.

### «La campagne n'aura pas été exempte de coups très bas.»

## SOPHIE RAUSZER

### LA FRANCE INSOUMISE

**Qui elle est.** Diplômée d'une maîtrise en études européennes à l'Université Sorbonne-Nouvelle, Sophie Rauszer (29 ans) est conseillère politique de Jean-Luc Mélenchon et travaille au Parlement européen depuis quatre ans. Dans «l'équipe programme» du parti, elle a participé à l'élaboration des axes de campagne sur l'Europe et le «Plan B» (Frexit).

**Ses priorités locales.** Elle veut renforcer les services consulaires, alors que le nombre de fonctionnaires fond depuis 2007. Elle considère que le système des Lycées français est menacé et veut préserver un outil qui «sert au rayonnement des valeurs universelles de la France» mais qu'il faut réformer pour qu'il ne soit plus «réservé à un certain milieu», dit-elle. Elle veut aussi porter à l'Assemblée nationale des sujets sensibles en France mais sur lesquels le Benelux est en avance, comme le droit à mourir dans la dignité ou la procréation médicalement assistée.

### PHILIP CORDERY

#### PARTI SOCIALISTE

**Qui il est.** Philip Cordery est déjà connu des Français du Benelux pour être leur député. En 2012, il a rem-

porté le siège de la circonscription Benelux avec 53% des voix. Diplômé de l'Université de Paris-X Nanterre et engagé au PS depuis 1985, il a fait carrière au sein du PS et du Parti socialiste européen (PSE). En cours de campagne présidentielle, il a marqué son soutien à Emmanuel Macron et s'affiche aujourd'hui comme candidat de la «majorité présidentielle».

**Ses priorités locales.** En matière d'enseignement, il veut «maîtriser les frais» de scolarité des lycées français, créer des écoles bilingues franco-phones et assurer l'équivalence «automatique et gratuite» des diplômes. Selon son site de campagne, il plaide par ailleurs pour fiscaliser les retraites françaises en France, assurer plus de liaisons ferroviaires France-Benelux ou encore garantir l'accès à la télévision française par internet pour tous les étrangers.

**Qui il est.** En Belgique depuis sept ans, Pièyre-Alexandre Anglade a étudié l'histoire, puis les affaires européennes à Sciences Po. Il dirige le bureau d'un des vice-présidents du Parlement européen. Il n'avait encore jamais eu d'étiquette politique quand il a proposé son soutien à Emmanuel Macron deux mois avant que le ministre de Hollande ne crée «En Marche». **Ses priorités locales.** Il veut mobiliser la communauté des Français du

Benelux en organisant régulièrement des échanges thématiques avec les citoyens. Il entend aussi s'appuyer sur un réseau d'experts locaux pour appuyer son action dans l'hémicycle. Il veut par ailleurs rendre les lycées français plus accessibles aux classes moyennes par une redéfinition des critères d'accès aux bourses et faciliter leur agrandissement par l'intervention d'une garantie d'État. Il veut aussi améliorer la coopération environnementale entre la France et le Benelux, notamment sur le nucléaire.

## VALÉRIE BROS

### LES RÉPUBLICAINS

**Qui elle est.** Valérie Bros a travaillé comme diplomate au sein de la représentation française auprès de l'UE et comme conseillère de Michel Barnier quand il était ministre des Affaires étrangères. Diplômée de trois grandes écoles (HEC, ENA et Sciences-Po), elle est conseillère communale à Paris, déléguée auprès du maire du XVI<sup>e</sup> arrondissement.

**Ses priorités locales.** Elle veut revoir la fiscalité pour «supprimer définitivement les mesures discriminatoires contre les Français de l'étranger» - elle parle notamment des plus-values réalisées sur les biens immobiliers en France. Elle dit aussi vouloir «résister aux hausses d'impôts prévues dans le

programme de En marche!».

Elle met en avant l'éducation et le manque d'adéquation entre les places dans les lycées français et la taille de la communauté française dans le Benelux, et elle veut réduire les frais d'entrée.

## SORAYA LEMAIRE

### FRONT NATIONAL

**Qui elle est.** Elle a 39 ans, vit à Bruxelles depuis 2015 et travaille au Parlement européen. Elle y est administratrice au groupe politique du Front national (Europe des nations et des libertés) et conseillère politique sur l'environnement et le droit des femmes. Son compte LinkedIn fait état d'une maîtrise en biologie et d'études en droit des affaires, du commerce et droit fiscal.

**Ses priorités locales.** Sur le site internet du FN, elle dit vouloir que les Français du Benelux soient «fiers de la France» et sa campagne sur la scolarité et la fiscalité: «La communauté nationale doit elle aussi faire savoir qu'elle reste proche de ses citoyens où qu'ils soient. Par exemple, en prenant en charge la scolarité de ses plus jeunes ressortissants. Ou encore en ne dissuadant pas les Français expatriés de liquider leur patrimoine immobilier, souvent héritage familial, par une fiscalité injuste que le président Macron veut encore alourdir.»

# L'arroseur arrosé

## CHRONIQUE FRANÇOIS LENGLET

Journaliste et essayiste français

**D**ans un roman désormais fameux, «The Circle», l'obsession de la transparence absolue conduit les dirigeants politiques du monde entier à porter une caméra autour du cou. Caméra qui retransmet en permanence leurs faits, gestes et dires, accessibles à tout citoyen suspicieux de malversation. Ainsi la France, ayant découvert avec stupéfaction, pendant la campagne électorale, qu'une centaine de ses députés employaient femmes et enfants sur fonds publics comme assistants, et que nombre d'entre eux avaient une notion quelque peu confuse du conflit d'intérêts, traque-t-elle désormais sans relâche toute présomption d'irrégularité chez

ses représentants. Une passion nouvelle, aiguillonnée par le Président Macron et sa «loi de moralisation» de la vie politique. Cette loi, premier texte du quinquennat, sera portée et défendue par le Garde des Sceaux, François Bayrou, et vise à durcir les exigences auxquelles seront soumis les dirigeants politiques.

Pourtant, comme bien souvent avec les donneurs de leçon, l'arroseur se retourne contre celui qui le porte. Ainsi François Fillon, candidat malheureux de la droite, avait-il stigmatisé les turpitudes supposées de Nicolas Sarkozy – «*Imagine-t-on De Gaulle mis en examen?*», déclarait-il à l'automne dernier –, pour finir lui-même dans l'opprobre à cause de soupçons d'emploi fictif le visant, lui et son épouse. La même

mésaventure frappe aujourd'hui l'équipe Macron, qui se présentait comme blanche et pure. C'est Richard Ferrand, ex-socialiste

et compagnon de la première heure du candidat Macron, aujourd'hui ministre de la Cohésion des Territoires, qui est mis en cause. Autant dire que l'éclaboussure tombe tout près de l'immaculé costume présidentiel.

On reproche à Ferrand non seulement d'avoir employé son fils avec l'argent de l'Assemblée nationale – il est vrai, pour une courte durée et un salaire fort modeste – mais d'avoir mélangé les genres lorsqu'il dirigeait une compagnie d'assurance mutualiste. Cherchant des bureaux pour installer un département de son entreprise, il a fait acheter un bâtiment par sa com-

pagne, laquelle a loué les locaux à la mutuelle, tandis que la précédente épouse de Ferrand était missionnée pour l'aménagement des locaux. Un habile système d'enrichissement du clan familial qui, tout en étant parfaitement légal, pose quand même la question du conflit d'intérêts. Il eût du reste été impossible dans n'importe quelle entreprise, avec une gouvernance un peu évoluée. Le Parquet de Brest, compétent en la matière, a finalement ouvert une enquête préliminaire. Le ministre de la Cohésion a donc un pétard allumé sous son fauteuil.

Élections primaires, scrutin présidentiel, affaires judiciaires: cette année, les Français auront fait feu de tout bois pour renouveler leur classe politique.

**La «loi de moralisation» de la vie politique vise à durcir les exigences auxquelles seront soumis les dirigeants politiques.**